

**L'accumulation de troupes russes à la frontière ukrainienne (plus de [100 000 hommes ?](#)), le nombre record de violations du cessez-le-feu constatées par la mission de l'OSCE ([1 591 violations le 17 avril](#)), les [sanctions américaines](#) et la [déclaration](#) qui a suivi la visite parisienne du président ukrainien... Toutes ces nouvelles semblent dessiner une crise à sens unique : des provocations russes « soudaines et [incompréhensibles](#) » qui surviendraient pour « marquer le territoire » de Vladimir Poutine au début du mandat de Joe Biden.**

Sans nier ni la responsabilité russe dans l'escalade actuelle ni la volonté du président russe de s'affirmer — y compris par provocations — sur la scène mondiale face aux États-Unis, la crise actuelle comporte un certain nombre de non-dits qui expliquent, en partie, l'accroissement des tensions. Surtout, il ne faut pas tomber dans une vision trop manichéenne de la situation lorsqu'on réfléchit à ce qui devrait être l'attitude européenne. Nous sommes dans une séquence de complexification des relations internationales.

Tout d'abord, il faut souligner les difficultés de la situation interne en Russie. L'économie est [fragile](#), le pouvoir a dû faire face à des [manifestations très prolongées](#) dans le sillage de l'affaire Navalny, la situation avec le Belarus est [toujours tendue](#), et d'une manière générale, entre crise économique, [pandémie](#), [tensions sociales](#), [révélations de prévarication](#) et usure du pouvoir, Vladimir Poutine n'a pas la vie facile à l'intérieur des frontières russes, malgré [une popularité que beaucoup lui envie](#). Dans ces conditions, comme tous les dirigeants du monde, le président russe utilise la diplomatie et les relations internationales pour tenter d'améliorer sa situation politique, notamment en faisant « diversion ». La carte du nationalisme russe est ancienne, mais elle fonctionne d'autant mieux qu'elle implique des crises directement « aux frontières », dans les conflits « gelés » du glacis protecteur de la périphérie russe.

Disons le simplement : le gouvernement russe n'a aucun intérêt à annexer le Donbass, pas plus qu'à envahir l'Ukraine. Il n'est pas envisageable non plus pour Moscou de régler la question des républiques séparatistes de [Donetsk](#) et [Lougansk](#) par le retour à la souveraineté de l'Ukraine ou par une indépendance reconnue sur le plan international. Seule la situation actuelle, figée et non résolue, est profitable à Moscou : tout comme en [Transnistrie](#), en [Ossétie](#) ou en [Abkhazie](#), il s'agit toujours de maintenir des conflits ouverts, même si la stabilité des positions est recherchée. Le grand intérêt de cette manœuvre est simple : les pays sur les territoires desquels ces situations se développent sont dans l'incapacité de rejoindre l'Union européenne ou l'OTAN. Aucune de ces deux institutions n'est prête à sacrifier sa crédibilité ou à mettre en péril sa sécurité en admettant en son sein un Etat dont le territoire est le théâtre d'un conflit actif avec une minorité séparatiste et dont les frontières seraient mal assurées face à Moscou. Le « *conflit éternel* » est, pour la Russie, un facteur de stabilisation, ce qui n'est pas toujours facile à comprendre en Occident (nous en avons d'ailleurs déjà parlé [dans un autre article sur TB](#)).

La situation ukrainienne est pour Vladimir Poutine une ligne rouge : jamais Moscou n'admettra que ce pays ne rejoigne l'OTAN ou l'Union européenne. Le président russe est le porte-drapeau de la ligne de pensée qui rejette l'émancipation des anciens satellites et républiques de l'URSS. Il perçoit la Russie comme un empire, une entité qui a vocation non pas à se dissoudre dans un

ensemble plus vaste (l'Union européenne ?) mais bien à exister « *comme un des plus grands* ». Dans cette optique, l'émancipation des États limitrophes et leur « *dérive vers l'Ouest* » est délétère. L'extension occidentale est allée « *trop loin* » du point de vue de Vladimir Poutine et la trahison des garanties occidentales de non extension – [verbales il est vrai](#) – après 1990 constituent à ces yeux un vice fondamental dans la relation avec les Occidentaux, qui justifie toutes les provocations et les entorses au droit international. Peut lui importe d'ailleurs que l'extension de l'UE ou de l'OTAN se soient faites sur la base non d'une d'une « *invitation* », mais bien de « *demandes* » de la part des anciens satellites et républiques de l'URSS. Le président russe a toujours une vision « *hiérarchique* » des relations internationales, basée sur les sphères d'influence, une vision très « *XIX<sup>e</sup>* » siècle , qui s'avère d'une redoutable efficacité au XXI<sup>e</sup>.

Depuis 2014 et l'annexion de la [Crimée](#) (que Moscou justifia par une référence explicite au [Kosovo](#)), la situation en Ukraine a beaucoup varié, au gré de la politique intérieure des parties en conflit, les pressions internationales étant souvent assez secondaires. Ainsi, l'élection présidentielle ukrainienne de 2019 fut l'occasion d'un regain de tensions, le président Petro Porochenko jouant à fond la carte du nationalisme et [la posture du « chef de guerre »](#) pour tenter en vain d'être réélu. Moscou, de son côté, essayait surtout ces dernières années de récupérer [une partie des deux milliards de dollars](#) que lui coutent chaque année les républiques séparatistes, maintenues à flot à bouts de bras par la Russie.

L'élection de Volodymyr Zelensky à la présidence ukrainienne avait apporté un vent d'espoir pour une évolution positive du conflit. L'ancien comique avait promis de rechercher [un règlement négocié](#) tout en maintenant une ligne pro-occidentale. Des [échanges de prisonniers](#) eurent lieu et une certaine détente semblait possible avec, en toile de fond, l'idée que la situation, faute de se régler, pourrait se pacifier durablement.



Malheureusement, la situation ukrainienne n'a pas évolué dans le bon sens. D'une part, l'économie de l'Ukraine ne se porte pas au mieux et [le désenchantement est là](#). La perte du Donbass et de la Crimée, la charge de la rénovation de l'armée, la pandémie, la difficulté de moderniser l'agriculture du pays... Autant de facteurs qui contribuent sans doute au ralliement du président Zelensky à un certain « zèle nationaliste », agitant de nouveau [la question de la Crimée](#) et prenant des positions très fermes tout en [courtisant l'Europe et l'OTAN avec sa collègue moldave](#). À Kiev comme à Moscou, à Washington comme à Ankara, quand la situation intérieure est mauvaise, quelques « bruits de bottes » ont la vertu de la diversion.

Au-delà de cet intérêt de politique intérieure, le gouvernement ukrainien ne peut que constater que Moscou n'est pas prêt à avancer sur le règlement de la situation du Donbass, qu'il n'y a aucune volonté russe d'évoquer la Crimée et que cela bloque – sans issue possible – son adhésion tant espérée à l'OTAN et à l'UE (qui sont [inscrites dans la constitution ukrainienne](#)). La position russe : « reconnaître d'abord l'autonomie par référendum avant de désarmer les séparatistes » conduirait à la fédéralisation de l'Ukraine et fournirait un levier à même d'empêcher — définitivement — toute adhésion du pays à l'OTAN ou à l'UE. Forts de leurs victoires sur le terrain, les Russes et les séparatistes n'ont, en apparence, rien à négocier.

C'est dans ce contexte que la récente victoire de l'Azerbaïdjan dans le conflit au Haut-Karabagh a apporté une possibilité d'action... Pour l'Ukraine.

La victoire de l'Azerbaïdjan a d'abord été une [démonstration de combat combiné](#), d'excellente intégration de toutes les composantes armées, avec une très bonne [planification](#)

[opérationnelle](#) et une conduite des opérations sans faille. Le plus grand apport de l’allié turc n’a sans doute pas été « *les drones* », mais plutôt « *la COPD* » (*Comprehensive Operational Planning Directive*), c’est-à-dire l’apprentissage de la planification et de la conduite des opérations « à la mode de l’OTAN » par l’Azerbaïdjan. Mais quand même, il faut admettre que [les drones ont beaucoup compté](#), notamment pour oblitérer les défenses antiaériennes et les moyens de détection de l’Arménie et pour détruire une partie de ses positions statiques et postes de commandement.



Or le gouvernement ukrainien vient d’annoncer une transaction majeure avec la Turquie. D’un côté, Ankara va vendre un nouveau lot de drones de combat [TB2](#) à l’Ukraine dont une partie sera [assemblée directement dans le pays](#). Une vente qui permettra à l’armée ukrainienne de disposer d’une composante « *drone* » qui devrait compter [48 TB2](#)<sup>[1]</sup>, un engin armé qui est *combat proven* à plusieurs reprises ([Karabakh](#), [Syrie](#), [Lybie](#)) et qui a notamment démontré sa capacité à affronter un réseau de systèmes de défense de conception russe.

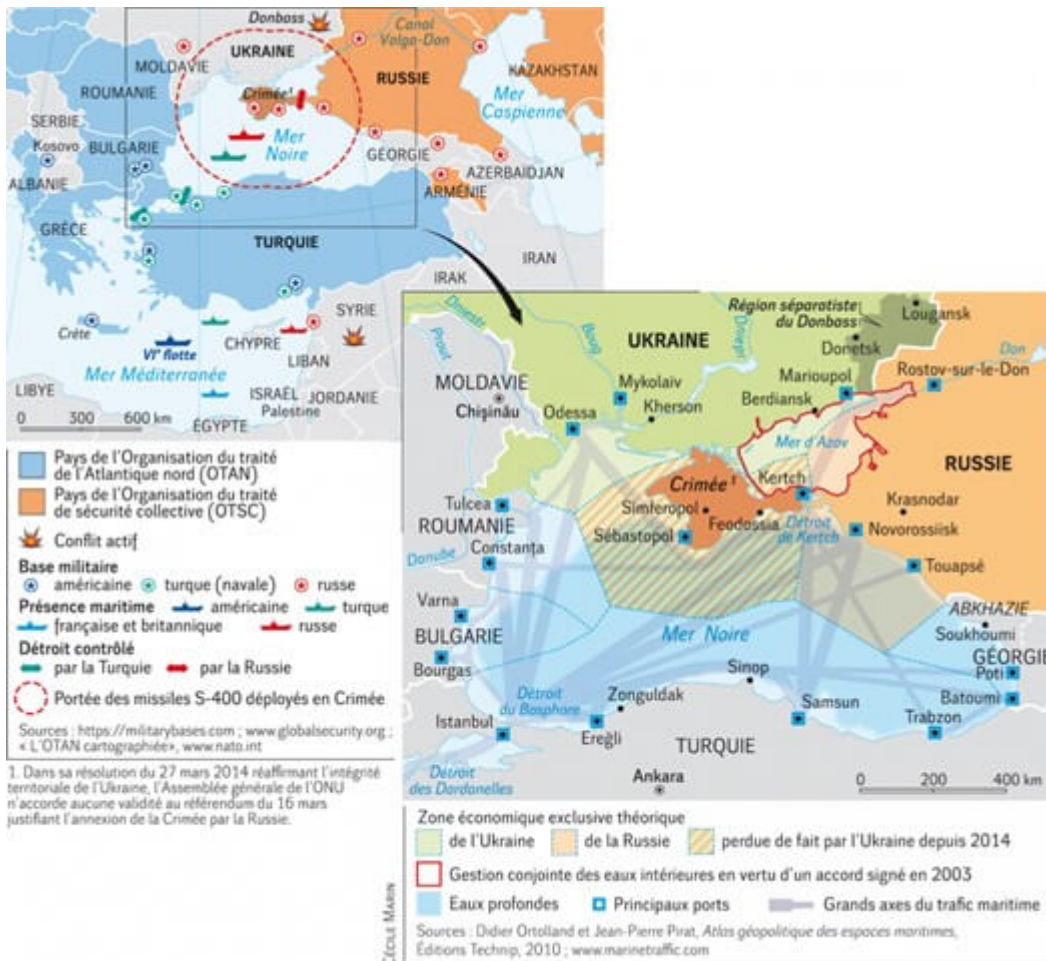
En contrepartie, [l’Ukraine va vendre à la Turquie 50% de son entreprise d’État Motor Sich](#), un des plus importants constructeurs de moteurs aéronautiques de l’ex bloc de l’Est, avec des compétences dans la conception et la construction des moteurs d’avions, de drones, de missiles et de turbines. Il s’agit d’une acquisition majeure pour Ankara qui recherche l’autonomie dans sa base industrielle et technologique de défense. *Motor Sich* fournira d’ailleurs la propulsion du nouveau drone lourd [Akinci](#) de Bayraktar et l’Ukraine participera au

programme de [chasseur turc TFX](#). La [proposition du Rafale](#) par les autorités françaises à Kiev n'est sans doute pas dénuée d'arrière-pensées visant à contrer cette influence turque...

Ankara a en outre un intérêt politique à soutenir l'Ukraine : l'extension du pouvoir russe sur la Mer noire est un problème pour la Turquie et la volonté de Vladimir Poutine d'en faire de nouveau un « *lac russe* » trouve – pour une fois, la Turquie d'accord avec ses alliés de l'OTAN pour tenter de s'y opposer.

<https://theatrum-belli.com/wp-content/uploads/2021/04/TB2-turcs-cibles-des-drones-russes-ka-mikazes-Lancet.mp4>

*Simulation d'un drone turc TB2 neutralisé par des drones « kamikazes » russes de type « LANCET » de Zala Aero Group, membre du groupe Kalachnikov.*



Attendre, pour

Moscou, reviendrait donc à laisser l'Ukraine le temps de se préparer à « *remettre en cause le statu quo* » par la force, comme l'Azerbaïdjan l'a fait, dans des territoires qui sont « *internationalement reconnus* » comme ukrainiens. Même si l'armée russe n'est pas l'armée arménienne, même si une opération ukrainienne contre les séparatistes serait à la fois hasardeuse pour Kiev et potentiellement couteuse, elle pourrait être perçue par le

gouvernement Zelensky comme la seule porte de sortie raisonnable à la crise : que l'opération se solde par une victoire ou une défaite, pourrait aider Kiev à se rapprocher de l'Occident et, à tout le moins, placer les Occidentaux devant leurs responsabilités, les contraignant à prendre de vraies sanctions contre la Russie et non des mesures symboliques.

C'est face à cette possible remise en cause du *statu quo* par l'Ukraine qu'il faut [considérer la distribution par la Russie de passeports aux habitants des régions séparatistes](#). Sous couvert de mesure « *humanitaire* », cette distribution a créé *ex nihilo* une minorité de 650 000 Russes hors des frontières de la Russie. Citoyens que la loi russe permet au Président de défendre par la force, même en territoire étranger. Cela donnerait à Vladimir Poutine un prétexte pour envoyer des forces « *authentiquement russes* » de manière assumée en territoire ukrainien en cas de reprise des combats, sans doute comme « *force d'interposition* » sans mandat de l'ONU, une spécialité russe depuis la chute de l'URSS. En outre, sur le plan intérieur, cela faciliterait l'agitation du nationalisme face à une opinion russe qui s'est « *lassée du Donbass* » : alors que la population russe soutient dans son écrasante majorité l'annexion de la Crimée, sans faiblir, depuis 2014, l'idée de rattacher le Donbass à la Russie a culminé au début de la crise à [48% d'opinions favorables, pour ne plus en rassembler que 16% maintenant](#). Défendre 650 000 Russes demeurerait un argument politiquement solide.

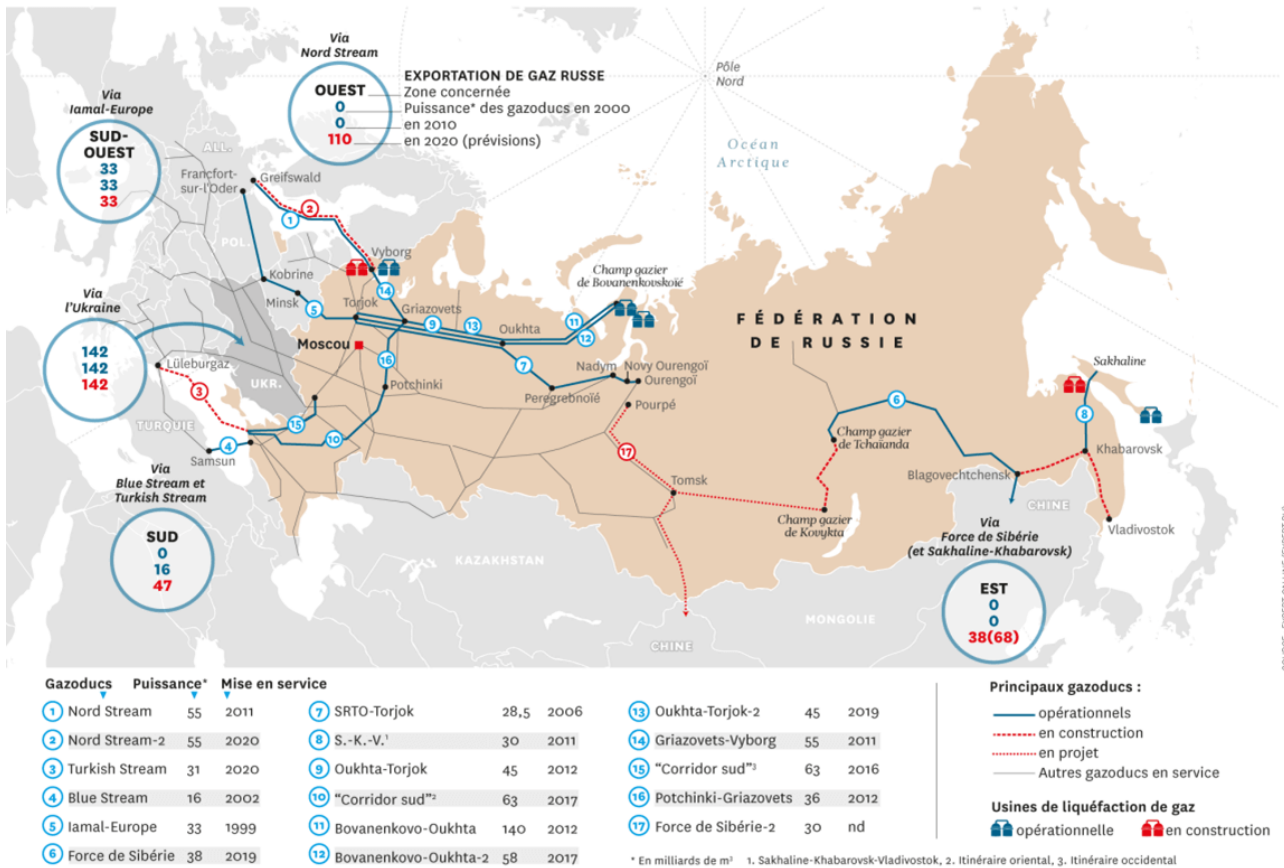
On le voit, le renforcement actuel des troupes russes le long de la frontière avec l'Ukraine et la montée des tensions orchestrée par Moscou, bien réelle, n'a rien d'une lubie. Il s'agit sans doute pour Vladimir Poutine de faire passer un message clair au président Zelensky « *ne pensez-pas que vous ferez avec le Donbass ce que les Azerbaïdjanais ont fait au Karabakh avec les drones et les conseillers turcs* ». Même si, dans l'esprit de Moscou, il ne s'agit que d'un mouvement « *défensif* » sans intention d'envahir l'Ukraine, il ne faut pas cependant exclure [un scénario « géorgien »](#) de frappe en premier des forces russes ou des paramilitaires, pour décapiter toute capacité ukrainienne offensive et sécuriser le Donbass. Le scénario passerait par un piège permettant, au moins pour la forme, d'imputer le déclenchement des combats à Kiev.

Enfin, vis-à-vis de l'Union européenne, l'action russe n'est sans doute pas dénuée d'arrière-pensées gazières mais, là encore, contre intuitives : il ne s'agit pas pour Vladimir Poutine d'instrumentaliser le gaz en menaçant de le couper, mais tout au contraire de s'assurer que ce n'est pas un sujet politique avec ses « *clients* » européens. Depuis l'établissement de relations commerciales [autour du gaz pendant la Guerre froide](#), le sujet a toujours été compris par les Européens et les Russes comme [ne devant pas être trop « politisé »](#) : la Russie a besoin de devises, l'Europe a besoin de gaz, le sujet est censé être « *sous le seuil* » des gesticulations. La seule grande coupure eut lieu en 2006, lors de la « [crise du gaz](#) » avec l'Ukraine, essentiellement pour des raisons de détournement de gaz par l'Ukraine et de non-paiement de sa note par le pays dans un contexte de révolution « *orange* ». Une question russo-ukrainienne donc, mais qui « *coupa le gaz* » aux pays européens de l'aval et justifia le développement de route contournant l'Ukraine.

Le projet [Nordstream II](#), très discuté et dont l'achèvement est suspendu à la décision du gouvernement allemand qui sortira des urnes en septembre, doit permettre d'augmenter les volumes envoyés vers l'Europe, mais aussi (surtout) de contourner l'Ukraine (ainsi que la

Pologne), qui n'a historiquement pas été aussi réticente à utiliser l'arme de la fermeture du robinet, notamment parce qu'elle est en position de faiblesse. Vladimir Poutine sait que l'Allemagne et les pays qui la suivent dans la transition énergétique « avec éoliennes et sans nucléaire » ont un besoin vital du gaz. Ce gaz sortira de Russie, quoi qu'il arrive. Mais si Moscou peut priver Kiev de la rente de passage, ce n'est que mieux, surtout vu la faiblesse des prix du gaz... Contribuer à affaiblir l'État ukrainien est une garantie de non-résolution du conflit au Donbass. Or c'est environ 2 à 3 milliards de dollars qui reviennent à l'Ukraine tous les ans en droits de péage, soit 2,5 à 3% de son PIB (et sensiblement ce que « coutent » les séparatistes du Donbass à Moscou).

**Projets postsoviétiques de construction de gazoducs et d'usines de liquéfaction du gaz**



De manière paradoxale et contre-intuitive, menacer le retour d'un conflit au Donbass est sans doute pour Moscou un excellent moyen d'obtenir l'achèvement de *Nordstream II* : Berlin craindra moins de fâcher Washington que de risquer une rupture des approvisionnements venant de Russie par faute d'une coercition ukrainienne. Du reste, l'exclusion des hydrocarbures russes de toute sanction lors de l'annexion par la Russie de la Crimée et du premier conflit du Donbass était une ligne rouge absolue pour Berlin : la chancellerie est prête à se « fâcher symboliquement » avec Vladimir Poutine pour le destin d'Alexis Navalny, mais pas avec Gazprom. Pour l'Allemagne, le gaz ne doit « doit pas » être un sujet politique, comme le demandent les Américains et les Ukrainiens.

On le voit, dans l'affaire la « *partition ukrainienne* » est très délicate : personne n'a intérêt à un conflit majeur qui verrait la résolution du conflit à *part Kiev* : ni l'Union européenne ni l'OTAN ne veulent d'un conflit avec la Russie. Moscou souhaite que la situation soit gelée et n'acceptera que des négociations « *en tête à tête* » avec les États-Unis, qui seraient ainsi conformes à l'ambition de puissance de Vladimir Poutine. Ces négociations ne pourraient déboucher que sur une fédéralisation subie de l'Ukraine, qui entraverait son avenir politique.

Face à ce manque d'alliés, le soutien d'Ankara, assez opportuniste, pourrait donner aux Ukrainiens l'impression qu'ils « *peuvent agir* » comme l'Azerbaïdjan et en retour le renforcement de l'armée ukrainienne pourrait donner au Kremlin l'impression qu'une porte se referme et qu'il faut « *frapper avant qu'il ne soit trop tard* », selon un scénario proche du conflit avec la Géorgie. Éliminer une partie des capacités de combat ukrainiennes et poser une force « *d'interposition* » russe dans le Donbass figerait le conflit pour une ou deux décennies supplémentaires. Il ne faut pas non plus sous-estimer le risque d'action unilatérale des séparatistes de Lugansk et Donetsk : le Kremlin n'a qu'un contrôle [très imparfait sur la situation sur le terrain](#). Vladimir Poutine n'est pas omnipotent et le caractère un peu imprévisible des séparatistes est souvent un atout pour Moscou, même s'il peut devenir embarrassant.

La prévention d'une escalade délétère passe donc sans doute autant par Kiev que par Moscou : il est normal pour les pays qui en sont victimes de vouloir tenter de sortir de l'impasse des conflits « *gelés* » et la récente victoire de l'Azerbaïdjan a montré qu'il existait parfois « *une voie* » par les armes. Mais la Russie n'est pas l'Arménie. Dans tous les cas, on ne peut que constater la difficulté pour les pays d'Europe occidentale d'exprimer une ligne indépendante et utile. Pour tous les pays d'Europe de l'Est, les États-Unis demeurent la seule « *garantie de sécurité* » crédible. Pour Moscou, les Européens sont faibles, divisés, des clients captifs du gaz qu'il est agréable d'utiliser comme défouloir en pointant leur divisions, leur faiblesse et leur décadence comme repoussoir pour la société russe, tout en acceptant leur argent. Il faut soutenir l'OSCE et tenter de maintenir le dialogue avec la Russie, mais en étant conscients des limites de celui-ci. Quelle que soit notre responsabilité historique dans l'hostilité actuelle du pouvoir russe, celle-ci est réelle et là pour durer.

Pour la France, dont le « *dialogue stratégique* » avec la Russie est dans un [état cérébral proche de celui de l'OTAN](#), le soutien à Kiev fait figure de « *deuxième coup grec* », [contrat de Rafale à la clef](#). Mais on peut se demander, là encore, si des préoccupations intérieures ne sont pas derrière ce positionnement « *volontariste* » mais aussi un peu « *aventureux* », vu la délicatesse des échéances électorales qui s'approchent pour le pouvoir parisien. Dans le conflit entre Russie et Ukraine, une chose est sûre : le manichéisme trop souvent mis en avant par la presse ne mène nulle part. Les Européens doivent garder à l'esprit que l'Ukraine est, pour la Russie, une limite absolue. Jouer avec l'idée d'une adhésion de ce pays à l'UE et à l'OTAN serait pour Moscou une défaite majeure et une humiliation. On peut vouloir avoir cet objectif à l'esprit, mais il faut l'assumer et s'en donner les moyens. L'ambition d'une Ukraine « *atlantiste et européenne* » passe par un affrontement avec Moscou, au moins tant que Vladimir Poutine et les forces politiques qui le soutiennent sont là.

Plus largement, cette situation illustre de manière remarquable la complexification des

relations internationales liée à l'émergence de nouvelles puissances militaires intermédiaires relativement émancipées. Le jeu turc, la position de l'Ukraine, mais aussi de la Pologne ou de l'Azerbaïdjan en sont la démonstration... Autant d'États situés dans la périphérie russe et qui ont des agendas propres, tout en étant dans la « *mouvance occidentale* » (oui même l'Azerbaïdjan – partenaire de l'OTAN et fournisseur d'hydrocarbures aux Occidentaux). Bien entendu, certaines constantes demeurent : les grandes puissances, États-Unis, Chine et Russie en tête, ne souhaitent pas s'affronter. La retenue est de mise, notamment en lien avec la dissuasion nucléaire. Les affrontements par « *proxies* » et puissances moyennes ne sont pas nouveaux. La Guerre froide fut émaillée de tels conflits, notamment au Moyen-Orient. Ce qui est nouveau c'est la volatilité des positions en fonction des situations et la perte de contrôle sur certains de ces « *proxies* », alliés étatiques ou non, accompagnée de nouvelles formes d'action militaire (cyberattaques, drones). Le recul des idéologies et la remonté des « *politiques d'intérêt* » introduit une incertitude diplomatique et militaire. On peut être hostiles entre alliés, puis amicaux entre adversaires, selon le lieu, le moment et la situation. Pour la France, cela signifie encore une fois l'importance cruciale du maintien de capacités nationales autonomes, seules à même de garantir que nous pourrions aider nos alliés quand cela se justifie, mais aussi défendre nos intérêts, même sans leur aide.

---

[1] On trouve souvent le chiffre de « 6 à 12 drones ». La confusion est liée au fait que le TB2 est vendu comme un « système » comportant une station de contrôle et 4 drones. L'Ukraine ayant annoncé l'achat de 6 puis 12 « systèmes TB2 », on arrive bien à 48 drones.